

**Convention collective**

IDCC : 8435. – **COOPÉRATIVES FRUITIÈRES**

**(Ain, Doubs et Jura)**

**(29 août 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 février 2002,  
*Journal officiel* du 24 février 2002)

---

**AVENANT N° 16 DU 6 OCTOBRE 2009**

RELATIF À LA CLASSIFICATION DES EMPLOIS

NOR : *AGRS1097203M*

IDCC : 8435

Entre :

La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;

La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;

La fédération départementale des coopératives laitières du Jura ;

La fédération des CUMA de ramassage de lait du Doubs,

D'une part, et

L'UNSA 2A ;

L'UR CFTC de Franche-Comté ;

L'UD CFTC de l'Ain ;

L'UR CGT de Franche-Comté,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

## Article 1<sup>er</sup>

L'article III-1 de la convention « Classification des emplois » est modifié comme suit :

« Tout salarié doit être classé au poste dont la définition correspond au travail réellement effectué et bénéficier au moins du coefficient hiérarchique attribué à l'emploi occupé.

La classification des emplois est la suivante :

a) Chauffeur ramasseur, chauffeur ramasseur préleveur : coefficient 220

Sa mission comprend :

- la collecte du lait à la ferme et le prélèvement des échantillons nécessaires aux analyses de lait, dans le respect des règles d'hygiène préconisées par les organismes de contrôle habilités ;
- le relevé des quantités collectées chez chaque producteur, la mise en route du lavage automatique ou rinçage éventuel du tank, le report sur le registre fourni par la fromagerie et sur chaque carnet de sociétaire, au jour le jour ;
- la communication au maître-fromager :
  - de tout lait défectueux constaté chez un producteur, lequel ne devra pas être mélangé avec celui déjà collecté ;
  - la malpropreté éventuelle du tank ;
- la rétrocession éventuelle des produits de nettoyage et des marchandises auprès des producteurs ;
- la transmission de divers courriers entre producteurs et coopérative ;
- la responsabilité du bon entretien intérieur et extérieur du camion ainsi que du matériel de ramassage.

Chauffeur ramasseur préleveur  
de nuit : coefficient 230

Ses fonctions sont identiques à celles du chauffeur ramasseur préleveur coefficient 220.

Cependant, son horaire habituel de travail commence et/ou se termine sur la plage horaire de nuit.

b) Saleur caviste : coefficient 220

Il a la responsabilité du bon entretien général de la cave et doit veiller notamment :

- aux soins des fromages en cave (retournement, salage et frottage des fromages, nettoyage des caves et des planches...) ;
- à la propreté et à l'hygiène dans les caves et locaux annexes de fabrication.

Ces soins s'effectueront de manière manuelle ou, le cas échéant, à l'aide du robot de soins en cave.

c) Vendeur, vendeuse

1<sup>er</sup> niveau : coefficient 200

Ses missions sont les suivantes :

- la vente des produits laitiers et autres produits du magasin de détail ;
- le versement régulier de la recette au responsable du magasin ;
- la préparation et l'envoi des commandes ;
- le contrôle de caisse journalier ;
- effectuer l'étalage des marchandises avec soin et goût ;
- veiller à la propreté et à la bonne tenue du magasin.

2<sup>e</sup> niveau : coefficient 220

Outre les missions de la vendeuse 1<sup>er</sup> niveau, la vendeuse 2<sup>e</sup> niveau devra assurer les tâches suivantes :

- la vente des produits laitiers et autres produits du magasin de détail ;
- la tenue du journal de caisse (en relation avec les autres vendeuses éventuelles) ;
- le dépôt des espèces et des chèques en banque ;
- la comptabilité matière nécessaire (en relation avec les autres vendeuses éventuelles) ;
- l'affichage des prix conformément à la législation ;
- la préparation et l'envoi des commandes ;
- la livraison des marchandises correspondant aux commandes en ½ gros ;
- la gestion des approvisionnements, des stocks et des ventes ;
- effectuer l'étalage des marchandises avec soin et goût ;
- veiller à la propreté et à la bonne tenue du magasin.

d) Secrétaire, trésorier : coefficient 240

Ses missions sont les suivantes :

Le secrétariat, la tenue des registres de la coopérative et les formalités administratives afférentes.

- la facturation des produits de la coopérative, la relance clients éventuellement, et la vérification du règlement de ces factures ;
- l'enregistrement des opérations comptables, déclaration de TVA, payes de lait, la vérification des pièces justificatives de la comptabilité matière ;
- les relations avec le magasin, la banque, les services techniques professionnels (FDCL, CIGC, CTFC...).

e) Aide-fromager

1<sup>er</sup> niveau : coefficient 200

Il effectue la vaisselle du matériel de fromagerie et les travaux en cave, ainsi que toute autre tâche de manutention, y compris l'entretien des locaux et annexes de fabrication.

2<sup>e</sup> niveau : coefficient 220

Outre les attributions du 1<sup>er</sup> niveau qui lui sont dévolues, il sera capable d'apporter son concours à toute fabrication (depuis la réception du lait jusqu'au produit fini) et au conditionnement de tout produit fabriqué par la fromagerie.

f) Fromage en second

Fromager en second débutant : coefficient 280

Outre les missions de l'aide fromager 2<sup>e</sup> niveau qu'il devra assumer, il sera chargé :

- des travaux en fromagerie, inhérents directement ou indirectement à la transformation du lait ;
- des travaux de soins des fromages en cave ;
- du remplacement du fromager pendant les périodes de congés et de repos hebdomadaires, de manière à assurer une autonomie de fonctionnement et une activité continue de l'outil de travail ;
- d'assurer, les jours de présence du maître-fromager, une complémentarité sur les tâches de fabrication ;
- le cas échéant, la conduite du camion de ramassage, le ramassage du lait et le prélèvement des échantillons nécessaires aux analyses de lait, conformément aux responsabilités visées à l'article 3-1 a) à l'égard des chauffeurs ramasseurs.

## Fromager en second confirmé : coefficient 300

Le fromager en second, dont l'ancienneté dans la fonction est supérieure à 12 mois (l'ancienneté s'apprécie au sein d'une ou de plusieurs coopératives entrant dans le champ de la présente convention collective) se verra attribuer un coefficient 300 et la qualification de "fromager en second confirmé". »

L'article VI-1 « Congés payés » est modifié comme suit :

Les termes « 1 mois de travail effectif » sont remplacés par « 10 jours de travail effectif ».

Les articles I-3, I-4, I-5, IV-1, IV-2 sont modifiés comme suit :

Les termes « service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole » sont remplacés par « unité territoriale ».

Les termes « service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole » sont remplacés par « direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ».

L'article II-3 « Délégués du personnel » est modifié comme suit :

En référence à l'article L. 2314-26 du code du travail, sont ajoutés les termes « La durée du mandat est fixée à 4 ans au lieu de 2 ans ».

L'article V-2 « Période d'essai » est modifié comme suit :

En référence à l'article L. 1221-19 du code du travail est précisé :

« Durée maximale :

- 2 mois pour les ouvriers et employés ;
- 3 mois pour les agents de maîtrise et techniciens ;
- 4 mois pour les cadres. »

Cette disposition ne concerne que les durées de la période d'essai telles que prévues à l'article L. 1221-19 (période d'essai de base sans renouvellement).

Si avant la loi :

La période d'essai fixée par la convention collective est plus courte elle reste en vigueur jusqu'au 30 juin 2009.

La période d'essai fixée par la convention collective est plus longue elle reste en vigueur. »

En référence à l'article L. 1221-21 du code du travail est précisé :

« Renouvellement

La période d'essai peut être renouvelée une fois si un accord de branche étendu le prévoit, cet accord fixe les conditions et les durées de renouvellement.

La durée de la période d'essai renouvellement compris ne peut dépasser :

- 4 mois pour les ouvriers et employés ;
- 6 mois pour les agents de maîtrise et les techniciens ;
- 8 mois pour les cadres. »

En référence aux articles L. 1221-25 et L. 1221-26 du code du travail est précisé :

« Prévenance

Le délai de prévenance pour la rupture de la période d'essai :

- employeur (art. L. 1221-25 du code du travail) :
  - 24 heures si ancienneté < 8 jours ;
  - 48 heures si ancienneté > 8 jours et < 1 mois ;
  - 2 semaines si ancienneté > 1 mois ;
  - 1 mois si ancienneté > 3 mois,
- salarié (art. L. 1221-26 du code du travail) :
  - 24 heures si ancienneté < 8 jours ;
  - 48 heures si ancienneté > 8 jours. »

L'article V-7 « Indemnité de licenciement »

« Rupture du contrat de travail (art. 4 de la loi du 25 juin 2008) motivation obligatoire des licenciements pour motif personnel et économique. Le motif est porté à la connaissance du salarié. Tout licenciement doit être justifié par une cause réelle et sérieuse (art. L. 1232-1 et L. 1233-2 du code du travail).

Indemnité de licenciement : la durée d'ancienneté est réduite de 2 ans à 1 an pour pouvoir bénéficier de l'indemnité de licenciement (art. L. 1234-9 du code du travail).

Uniformisation des montants de l'indemnité de licenciement quel que soit le motif (personnel, économique) (art. R. 1234-2 du code du travail).

Proratisation des années incomplètes (art. R. 1234-1 du code du travail). »

## **Article 2**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de l'unité territoriale du Doubs. Un exemplaire papier sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 6 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)

